

et terminant à la date de la détermination
l'état de contrôle du demandeur dans l'ité-
rent de celui qui a été déterminé à son égard
à la date de la détermination, calculé de
2 d'une manière que le ministre juge satisfa-
sante, à l'égard de son état de contrôle au tout
temps pendant cette période et le ministre
donc dans un certificat délivré en consé-
quence, indiquant l'état de contrôle du manan-
10 dant en tout temps pendant cette période.

(4) Aux fins d'une demande de certificat
visée au paragraphe (1) la référence au
«poursuivre la participation totale à l'ité-
12 tion totale» dans l'article 48(1)(b) doit être interprétée comme
«poursuivre la participation totale».

48. Une demande de certificat de
20 avant l'entrée en vigueur de la présente
partie et qui, si elle avait été déposée après
cette entrée en vigueur, aurait respecté les
conditions énoncées de la présente partie et
des règlements, est réputée avoir été déposée
55 à la date de l'entrée en vigueur de la présente
partie.

61. (1) Par dérogation au paragraphe
10(1), lorsqu'une personne présente une de-
mande de certificat de participation au sein d'une
société avant la date de l'entrée en
30 vigueur de la présente partie et que, de l'avis
du ministre, avant l'entrée en vigueur de la
présente partie, le demandeur ou son associé-
leur dans le document s'est conformé à l'un
des paragraphes 48(1) et 48(2) de la présente
partie, le ministre peut, si le ministre le juge
45 approprié, le faire admettre à l'un des
paragraphe 48(1) et 48(2) de la présente
partie, à condition que les règlements et de l'un
des paragraphes 48(1) et 48(2) de la présente
partie.

(2) Par dérogation au paragraphe 38(1)
et 39(1), une personne qui présente une de-
mande de certificat de participation au sein
50 d'une société avant la date de l'entrée en
vigueur de la présente partie et si le ministre
le juge approprié, le faire admettre à l'un
des paragraphes 48(1) et 48(2) de la présente
partie.

and ending on the determination day, the
control status of the applicant derived from
that determined for him as of the determina-
tion day, he shall, to the satisfaction of the
Minister, certify his control status at each
material time during that period and the
Minister shall, in any certificate issued pur-
suant to the application state the control
status of the applicant at each material time
during that period.

(4) For the purposes of an application for
a certificate filed in substantial compliance
with this Part and the regulations within
such period after the Part comes into force
as may be prescribed, the reference to "total
equity percentage" in paragraph 48(1)(b)
shall be read as a reference to "adequate
equity percentage".

48. An application for a certificate filed
prior to the coming into force of this Part
that is filed after such coming into force,
would have been in substantial compliance
with this Part and the regulations shall be
deemed to have been filed on the day this
Part came into force.

61. (1) Notwithstanding subsection 38(1),
where a person files a first application or an
amended application for a certificate within
six months after this Part comes into force
and where, in the opinion of the Minister,
prior to such coming into force the applicant
or any investor in the applicant relied on any
provisions of the draft regulations and cer-
tificates issued by the Minister on
March 18, 1975 and thereafter, the Minister
15 may, if the applicant so elects, determine the
Canadian ownership status of the applicant or
any investor in the applicant in the manner
the Minister considers appropriate having
regard to the provisions of those regulations
and certain events.

(2) Notwithstanding subsections 38(1)
and 39(1), the first application or an amend-
ed application for a certificate filed within
six months after the Part comes into force
may, if the applicant so elects, be filed in any
form and manner that is satisfactory to the
Minister.

Interpretation

Transition

22. L'application de
la présente partie
est rétroactive.

22. The application
of this Part
is retroactive.

Interpretation

Transition

22. L'application de
la présente partie
est rétroactive.

22. The application
of this Part
is retroactive.